

Kosovo, un trou noir dans l'Europe (1) : sur la piste de trafics d'organes

30/07/2012 - Mediapart / France

En décembre 2010, Dick Marty présentait un fracassant rapport devant le Conseil de l'Europe, dans lequel il dénonçait un trafic d'organes pratiqué durant la guerre du Kosovo par la guérilla albanaise. Et il citait nommément l'actuel premier ministre du Kosovo Hashim Thaçi, qui allait démentir sur tous les tons (lire ici un précédent article de Mediapart à ce sujet). La mission européenne Eulex a été chargée d'enquêter sur ce trafic. Mais aujourd'hui, les regards se concentrent sur un étrange procès, qui se tient depuis des mois à Pristina, la capitale du Kosovo. Ouvert en octobre 2011, il s'agit du procès de la clinique Medicus devant un tribunal où siègent des juges locaux et un juge international de la mission Eulex.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.] Dick Marty ne viendra pas témoigner devant ce tribunal. L'immunité de l'ancien membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le dispense de cette obligation, ainsi que cette institution vient de le confirmer fin juin. L'ancien député suisse était cité à comparaître par l'accusation. Mais il ne voulait pas être contraint par la justice à donner le nom des témoins rencontrés au cours de son enquête, pour une raison essentielle : il n'existe toujours pas au Kosovo de mécanismes efficaces de protection des témoins. Citer un nom peut revenir à condamner à mort la personne qui a eu le courage de parler.

La clinique Medicus était, jusqu'en 2008, un petit établissement situé dans la périphérie de Pristina, propriété de l'urologue Lutfi Dervishi. Des « volontaires » venus d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, d'Inde, du Pakistan ou encore de Russie et de Moldavie, venaient y vendre leurs reins, transplantés à de riches receveurs occidentaux. L'affaire a éclaté fin 2008, quand un donneur s'est effondré dans le hall de l'aéroport de Pristina. L'homme venait d'être opéré et les policiers ont pu constater la longue cicatrice qui courait le long de son dos.

Les donneurs se voyaient promettre de 15000 à 20000 euros pour un rein, tandis que les receveurs devaient payer de 80000 à 100000 euros. Toutefois, vingt donneurs n'ont jamais été payés, et auraient été « abandonnés comme du matériel usé », selon l'expression du procureur américain Jonathan Ratel.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.] Le rapport Marty n'affirme pas l'existence de liens entre l'affaire Medicus et le trafic d'organes pratiqué durant la guerre. Cependant, nombre de figures de premier plan se retrouvent dans les deux dossiers. Lutfi Dervishi lui-même est un proche de Hashim Thaçi. Et un autre personnage joue un rôle essentiel dans les deux dossiers : Shaip Muja, ancien médecin de la guérilla et ancien « conseiller pour les questions de santé » du premier ministre Thaçi.

La clinique Medicus aurait-elle « pris le relais », à partir de 2002-2003, du trafic

d'organes pratiqué sur les prisonniers de guerre détenus par l'UÇK en Albanie, trafic qui se serait « naturellement » éteint quand les derniers prisonniers ont été assassinés ? Et si tel est le cas, comment est-il possible que l'administration internationale – la mission des Nations Unies, celle de l'OTAN, les différentes agences de l'Union européenne ou de l'OSCE présentes au Kosovo, sans compter les innombrables réseaux de renseignement occidentaux – n'aient rien su ?

Selon le rapport de Dick Marty (le rapport intégral peut être lu ici), des prisonniers serbes et rroms, capturés durant l'été et l'automne 1999 par la guérilla albanaise à l'issue de la guerre, étaient conduits en Albanie, où ils étaient assassinés pour alimenter un trafic d'organes. L'UÇK disposait d'un réseau de prisons secrètes en Albanie, qui avaient déjà servi à « accueillir » des « opposants » albanais, principalement des militants de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), le parti d'Ibrahim Rugova, grande figure la résistance du Kosovo au régime serbe de Milošević.

Des missions internationales sourdes et aveugles

La carte de ces prisons secrètes, situées dans le nord de l'Albanie – notamment une ancienne caserne, dans le village reculé de Cahan, ou bien encore un entrepôt de la ville voisine de Kukës – est assez bien connue. Dès l'été 1998, le village de Cahan a servi de base arrière permettant aux combattants de l'UÇK de pénétrer clandestinement au Kosovo et d'y acheminer des armes. Au printemps 1999, l'ancienne caserne abritait des prisonniers albanais appartenant à des factions politiques rivales de l'UÇK. Dans ses mémoires de guerre (*Blood on My Hands: A Surgeon at War*, Wild Dingo Press, 2010), le chirurgien australien Craig Jurisevic, engagé volontaire auprès de l'UÇK, décrit ce camp de Cahan, en expliquant qu'il est également fréquenté par des agents de liaison américains : ceux-ci semblent n'avoir jamais vu le centre de détention, pourtant situé au milieu de ce tout petit village.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.]

Ensuite, le parcours des prisonniers serbes passait par d'autres centres, dont la fameuse « maison jaune » de Burrel, évoquée par Carla Del Ponte dans ses mémoires (*La traque. Les criminels de guerre et moi*, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2009.), maison qui servait de « centre de tri », et surtout par une « clinique » établie dans une maison privée de Fushë Kruja, à proximité de l'aéroport international de Tirana. C'est dans cet endroit qu'auraient eu lieu les exécutions de prisonniers, immédiatement suivies de l'ablation des deux reins, voire d'autres organes.

Ce trafic d'organes n'a probablement concerné qu'un nombre relativement limité de prisonniers –quelques dizaines–, tandis que des centaines de civils serbes et rroms ont été kidnappés et transférés en Albanie – d'où aucun n'est jamais revenu. Alors que des Serbes étaient encore quotidiennement enlevés à l'automne 1999, jamais les organisations internationales présentes au Kosovo – ni la Mission des Nations Unies (MINUK) dirigée par Bernard Kouchner ni la Kfor, la mission de l'OTAN, qui comptait à l'époque plus de 40000 soldats déployés sur le territoire du Kosovo – n'ont enquêté sur ces disparitions. À l'automne 1999, le Comité Helsinki pour les droits de l'Homme du Sandjak de Novi Pazar, une région de Serbie frontalière du Kosovo, effectue une première enquête. Le

rapport dévoile l'existence d'un réseau de petits centres de détention à travers tout le Kosovo : il s'agit de maisons isolées, de garages, de hangars, dans lesquels sont détenus quelques prisonniers serbes, parfois quelques dizaines, au maximum une cinquantaine d'hommes au même endroit (lire ici). Tous ces centres étaient placés sous la responsabilité directe de la police militaire de l'UÇK. À la publication de ce rapport, le général allemand qui commandait alors la Kfor avait catégoriquement démenti l'existence de tels centres de détention, qui a pourtant été ultérieurement confirmée.

Étrangement, le rapport du Comité Helsinki du Sandjak est aujourd'hui introuvable, tandis que Šefko Alomerović, le président du Comité, est décédé des suites d'un cancer. Cet intellectuel bosniaque, opposant de toujours au régime de Milošević, était un militant démocratique à la réputation au-dessus de tout soupçon. Il citait nommément six de ces centres de détention, affirmant que toutes les informations collectées par le Comité Helsinki avait été transmises à la Minuk et à ses bureaux régionaux – ce que la mission internationale avait alors démenti par la voix de sa porte-parole, Susan Manuel. Le rapport du Comité Helsinki s'appuyait sur les témoignages de « détectives » serbes mandatés par les familles des disparus, qui servaient d'intermédiaires avec les ravisseurs albanais. Aujourd'hui encore, aucun chiffre global n'est disponible, mais plusieurs centaines de Serbes enlevés auraient ainsi libérés contre versement d'une rançon. D'autres étaient détenus pour servir d'échanges avec des prisonniers albanais détenus en Serbie.

Le rapport du Comité Helsinki

Le rapport du Comité Helsinki est également le premier à évoquer l'hypothèse d'un trafic d'organes. Récemment cité dans un film documentaire diffusé sur Canal Plus (« Trafic d'organes : Un scandale au cœur de l'Europe », de Vanina Kanban, 2012), Bernard Kouchner a reconnu que « tous les trafics avaient cours » au Kosovo à l'automne 1999, mais il affirme « n'avoir jamais entendu parler d'un trafic d'organes ». À l'époque, cette hypothèse alimentait pourtant toutes les rumeurs du Kosovo, et il paraît bien peu probable qu'elle ne soit jamais parvenu aux oreilles du chef de la Minuk. En 2010, effectuant une visite « du souvenir » au Kosovo, Bernard Kouchner avait éclaté de rire en insultant un journaliste serbe qui avait « osé » lui poser une question sur l'hypothèse de ce trafic d'organes. Voir la vidéo ci-dessous:

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur Mediapart.fr.]

Même si Bernard Kouchner était convaincu qu'un tel trafic était impossible, la vraie question est de savoir pourquoi aucune enquête n'a été lancée sur les disparitions de civils non-albanais, sur les détentions extra-judiciaires, sur les meurtres et sur les enlèvements, ainsi que sur la « rumeur » d'un trafic d'organes elle-même... Pourquoi donc l'administration internationale au Kosovo a-t-elle choisi de répondre par le déni et l'indifférence à ces tragédies bien avérées et aux terribles hypothèses qui circulaient ? Tout semble avoir été fait pour que jamais l'affaire ne vienne au grand jour, et l'embarras de Carla del Ponte s'explique probablement par les immenses pressions pesant sur le Procureur général du TPIY. Alors qu'elle a été la première à diligenter une enquête sur la « maison jaune » de Burrel, Carla del Ponte aurait elle-même donné l'ordre de détruire

des preuves essentielles. Elle explique d'ailleurs qu'on l'a « empêché » d'ouvrir une enquête, en 2004...

Les contradictions de Carla del Ponte sont naturellement pointées par tous ceux qui cherchent à démentir l'existence du trafic d'organes, même si l'on voit mal pourquoi l'ancien Procureur aurait inventé une aussi sordide histoire... Les sceptiques mettent aussi en doute les possibilités techniques et médicales de procéder à des prélèvements d'organes en Albanie. Les médecins sont pourtant unanimes à reconnaître que cet argument vaut peu si l'on parle seulement de prélèvement – et si la survie du donneur n'est pas un paramètre à prendre en considération. En fait, la principale question tient au réseau permettant l'exportation des organes prélevés et leur placement sur le marché mondial.

De ce point de vue, l'enquête sur la clinique Medicus pourrait apporter d'importantes précisions. Selon des témoignages recueillis par les associations des familles de « disparus » serbes, les derniers prisonniers serbes du Kosovo encore vivants ont été vus en Albanie à la fin de l'année 2001. Passée cette date, il faut donc supposer que tous les Serbes kidnappés en 1999 sont morts – qu'ils aient ou non servi à alimenter un trafic d'organes.

Un an plus tard, la clinique Medicus ouvrait ses portes. Shaip Muja est associé dès le départ à cet établissement. Proche compagnon de Hashim Thaçi, l'ancien porte-parole de l'UÇK devenu chef du Parti démocratique du Kosovo (PDK), Shaip Muja est urologue. Il est aussi devenu un spécialiste mondialement reconnu de télé-médecine, régulièrement invité dans les congrès internationaux. Selon le rapport de Dick Marty, Shaip Muja aurait dirigé et lui-même pratiqué les ablations d'organes sur les prisonniers serbes abattus. Depuis la fin de la guerre, il a bénéficié de nombreuses aides internationales pour doter l'hôpital universitaire de Pristina d'un centre de télé-médecine hautement performant. En effet, Shaip Muja est lié à l'International Virtual e-Hospital Foundation (lien sur leur site [ici](#)), un réseau international de télé-médecine, dirigé par un chirurgien kosovar établi aux États-Unis, le docteur Rifat Latifi. Dans le board de cette respectable organisation basée à Austin (Texas), on trouve nombre d'autres Kosovars, d'ailleurs pas tous forcément médecins : le journaliste Vehbi Bajrami figure ainsi dans le conseil des directeurs. Originaire de la Vallée de Preshevo, établi aux USA depuis 1990, ce publiciste joue un rôle important dans la diaspora kosovar, où il serait un des « relais » de l'ancienne UÇK.

Filières internationales

D'après son site Internet, l'IVE-HF développe des projets en Albanie et au Nigéria, mais le Kosovo reste son « centre de gravité ». Le centre de Pristina de télé-médecine, via la couverture de l'IVE-HF, a bénéficié d'importantes dotations de l'agence US-Aid ainsi que de l'armée américaine, mais certains pays européens n'ont pas été en reste.

[Un élément multimedia s'affiche ici, dans ce même article en ligne sur [Mediapart.fr](#).]

Shaip Muja a cosigné plusieurs articles de télé-médecine avec un collègue allemand, Matthias Reinicke, qui fut de 2001 à 2006 directeur du département de l'Agence européenne de la reconstruction (AER) au Kosovo. Ce dernier a « supervisé » l'octroi d'importants marchés dans le secteur de la télé-médecine, généralement remportés par

l'entreprise Siemens.

L'idée de développer la télémédecine correspondait à un choix stratégique fort pertinent dans un Kosovo sous-équipé d'un point de vue médical et sanitaire. Grâce à l'extrême générosité de bailleurs de fonds comme l'AER, l'hôpital de Pristina a toutefois acquis un matériel de télétransmission qui pourrait avoir des applications dépassant largement ses besoins médicaux... Le centre de télémédecine a-t-il servi à développer le réseau international permettant le développement des affaires de la clinique Medicus ?

L'engouement nouveau de Shaip Muja pour cette pratique médicale à distance ne manque pas d'être suspect.

Le réseau qui semble se dessiner, depuis l'époque du maquis en Albanie jusqu'à la création de la clinique Medicus, disposait de toute manière de contacts internationaux, qui ont peut-être réclamé une poursuite de la fourniture d'organes, quand le « vivier » représenté par les prisonniers serbes est arrivé à épuisement.

Deux « partenaires » cruciaux des médecins albanais ont été arrêtés sur la base de mandats d'arrêt internationaux transmis par la mission Eulex : le chirurgien turc Yusuf Ercin Sönmez, poétiquement surnommé Docteur Vautour, et l'Israélien Moshe Harel, interpellé fin mai dernier en compagnie d'autres suspects dont l'identité n'a pas été révélée. Ces arrestations pourraient confirmer l'hypothèse d'une véritable filière kosovaro-israélienne du trafic d'organes. Cependant, tous ces suspects ont été arrêtés dans leurs propres pays, qui n'extradent pas leurs ressortissants.

L'enquête sur la clinique Medicus a bien du mal à remonter les filières internationales, qui sont indispensables pour envisager le développement d'un trafic d'organes. De plus, cette enquête a été dissociée de celle menée sur le trafic supposé avoir été commis durant la guerre par l'UÇK. Sur ce volet, les pays occidentaux ont fait barrage, refusant la création d'un tribunal international ad hoc, que réclamaient tant Dick Marty que Carla del Ponte. L'enquête est finalement menée par une unité spéciale rattachée à la mission européenne Eulex, mais les États-Unis ont exigé que la direction de cette unité leur revienne. C'est donc le procureur Jonathan Ratel qui mène l'enquête, refusant toute communication « prématurée » aux médias...

Ces derniers mois, il peut toutefois se féliciter de quelques avancées. Ainsi, à la fin du mois de mai, le Parlement d'Albanie a enfin autorisé Eulex à étendre ses investigations sur le territoire national, ce qui devrait déjà permettre de confirmer et de préciser la carte des « prisons secrètes » de l'UÇK. L'enquête aura-t-elle aussi la possibilité d'examiner l'ensemble des responsabilités et des complicités politiques, notamment au sein des missions internationales présentes au Kosovo ?

« En 1999, aucun crime ne pouvait être commis au Kosovo sans que Kouchner n'en soit informé. Nos chefs sont des brigands qui ont détourné le sens de notre lutte, mais ils n'auraient pas pu commettre leurs forfaits sans la protection accordée par l'administration internationale, qui était pourtant là, en théorie, pour remettre de l'ordre au Kosovo. À la fin de l'année 1999, le vrai parrain, le boss s'appelait Bernard Kouchner », tonne Naim Miftari, ancien cadre de l'UÇK, qui témoigne désormais à visage découvert, dans plusieurs procès ultra-sensibles...

À suivre

Boîte noire

Jean-Arnault Dérens est rédacteur en chef du Courrier des Balkans. Il travaille en Europe du Sud-Est depuis une quinzaine d'années et a publié de nombreux ouvrages sur la région, dont *Le Piège du Kosovo* et, en collaboration avec Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans*. Le Courrier des Balkans est le premier site d'information francophone sur les Balkans. Créé en 1998, il regroupe aujourd'hui plus de 15000 articles sur la région. Jean-Arnault Dérens collabore régulièrement à Mediapart.